

ATTENDU QUE, par le décret 1480-95 du 15 novembre 1995, l'acceptation par le gouvernement du Québec des transferts de gestion et maîtrise ou d'autres droits consentis par le gouvernement du Canada constitue une catégorie d'ententes exclues de l'application de l'article 3.8 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE, par l'article 2 de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R 13), le gouvernement peut autoriser telle acceptation de transferts de la gestion et la maîtrise en faveur du gouvernement du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QUE soit accepté le transfert de la gestion et la maîtrise du lot de grève et en eau profonde faisant partie du lit du lac Pope, connu et désigné comme étant le bloc 1 du Canton de Pope à l'arpentage primitif, correspondant au bloc 1 du cadastre officiel du Canton de Pope, circonscription foncière de Labelle, situé en front du lot 16, rang A, de l'arpentage primitif du Canton de Pope, tel que montré sur un plan préparé par l'arpenteur-géomètre Marcel Ste-Marie, en date du 22 septembre 1972, son dossier N-3270-A, et dont l'original est conservé aux archives du Service de l'arpentage du ministère des Ressources naturelles, dossier 3818/41-A. Ce lot contient une superficie de sept cents mètres carrés et quatrevingt-treize centièmes (700,93 m²);

QUE trois copies conformes du décret soient transmises au gouvernement du Canada pour valoir comme instrument d'acceptation de ce transfert;

QUE ce lot de grève et en eau profonde soit placé sous l'autorité du ministre de l'Environnement et de la Faune.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

29022

Gouvernement du Québec

Décret 1567-97, 3 décembre 1997

CONCERNANT l'acceptation par le gouvernement du Québec d'un transfert de la gestion et la maîtrise d'un lot de grève et en eau profonde faisant partie du lit de la rivière Matane, situé dans les limites de la Paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, circonscription foncière de Matane.

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 417 du 4 mars 1939, le gouvernement du Québec

transportait au gouvernement du Canada le lot de grève et en eau profonde ci-après décrit, faisant partie du lit de la rivière Matane (embouchure) et situé dans les limites de la Paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, circonscription foncière de Matane, pour la construction et le maintien d'un quai public;

ATTENDU QUE, par acte de transfert de gestion et maîtrise en date du 7 juillet 1997, le gouvernement du Canada transférerait au gouvernement du Québec la gestion et la maîtrise du lot de grève et en eau profonde ci-après décrit;

ATTENDU QU'un tel transfert et son acceptation constituent une entente intergouvernementale canadienne devant être approuvée par le gouvernement aux termes des articles 3.7 et 3.8 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE, par le décret 1480-95 du 15 novembre 1995, l'acceptation par le gouvernement du Québec des transferts de gestion et maîtrise ou d'autres droits consentis par le gouvernement du Canada constitue une catégorie d'ententes exclues de l'application de l'article 3.8 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE, par l'article 2 de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13), le gouvernement peut autoriser telle acceptation de transferts de gestion et maîtrise en faveur du gouvernement du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QUE soit accepté le transfert de la gestion et la maîtrise du lot de grève et en eau profonde faisant partie du lit de la rivière Matane, connu et désigné comme étant le lot 2406-1 du cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, circonscription foncière de Matane, tel que montré sur un plan préparé par l'arpenteur-géomètre Jean-Yves Asselin, en date du 12 septembre 1990, sa minute numéro 11986-A. Ce lot contient une superficie de mille cent six mètres carrés et cinq dixièmes (1 106,5 m²);

QUE trois copies conformes du décret soient transmises au gouvernement du Canada pour valoir comme instrument d'acceptation de ce transfert;

QUE ce lot de grève et en eau profonde soit placé sous l'autorité du ministre de l'Environnement et de la Faune.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

29023